
**TRAVEL
TECHNOLOGY
INTERACTIVE**

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2012

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'Euros	Notes	31/12/2012	31/12/2011
Chiffres d'affaires	6.9	8 587	10 978
Charges de personnel	6.11	- 5 293	- 6 719
Charges externes		- 3 482	- 2 904
Impôts et taxes		- 79	- 163
Dotations aux amortissements		- 370	- 723
Dotations aux provisions		- 251	223
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		- 888	692
Autres produits et charges opérationnels	6.10	- 3 383	- 48
RESULTAT OPERATIONNEL		- 4 272	644
Intérêts et charges assimilées	6.12	- 72	- 91
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET		- 72	91
Autres produits et charges financières		74	268
Charges d'impôts	6.13	- 723	- 756
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
RESULTAT NET		- 4 993	66
<i>dont :</i>			
<i>- part du Groupe</i>		- 4 993	66
<i>- part des minoritaires</i>			

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'Euros	31/12/2012	31/12/2011
Résultat de l'ensemble consolidé	- 4 993	66
Écarts de change résultant de la conversion des activités à l'étranger	- 58	204
Résultat global	- 5 050	270

En milliers d'Euros	NOTES	31/12/2012	31/12/2011
ACTIFS NON COURANTS			
Frais de developpement	6.1	138	72
Ecart d'acquisition	6.1	8 852	8 852
Autres immobilisations incorporelles	6.1	465	1 598
Autres immobilisations corporelles	6.2	636	2 463
Autres immobilisations financières	6.3	103	137
Actifs d'impôts différés	6,5	79	
Total des actifs non courants		10 273	13 122
ACTIFS COURANTS			
Créances clients et comptes rattachés	6.4	2 133	1 494
Autres créances	6.4	1 201	2 130
Valeurs mobilières de placement	6.14	1 178	2 717
Disponibilités	6.14	814	827
Total des actifs courants		5 325	7 167
TOTAL ACTIF		15 598	20 289

En milliers d'Euros	NOTES	31/12/2012	31/12/2011
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	6.6	3 925	3 925
Réserves		10 693	10 684
Résultat net part du Groupe		- 4 993	66
Intérêts minoritaires dans le résultat			
Total des capitaux propres		9 625	14 675
PASSIFS NON COURANTS			
Dettes financières à long terme	6.8	1 930	1 446
Autres dettes non courantes	6.8		
Passifs d'impôts différés			17
Total des passifs non courants		1 930	1 463
PASSIFS COURANTS			
Dettes fournisseurs		508	777
Dettes fiscales et sociales		1 088	1 266
Autres dettes		346	73
Provisions courantes	6.7	1 432	1 209
Dettes financières à long term. Part moins d'un ar	6.8	668	826
Credits à court terme et banques	6.8	1	
Total des passifs courants		4 043	4 151
TOTAL PASSIF		15 598	20 289

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'Euros	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission ou d'apport	Réserves consolidés	Résultat net de l'exercice	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2010	4 220 296	3 925	4 204	4 641	2 042	14 812
Résultat net de l'exercice					66	66
Ecarts de conversion				- 204		- 204
Affectation de résultat				2 042	- 2 042	-
Capitaux propres au 31 décembre 2011	4 220 296	3 925	4 204	6 479	67	14 675
Résultat net de l'exercice					- 4 993	- 4 993
Ecarts de conversion					- 57	- 57
Affectation de résultat				66	- 66	-
Capitaux propres au 31 décembre 2012	4 220 296	3 925	4 204	6 545	- 5 050	9 625

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'Euros	Notes	<u>31/12/2012</u>	<u>31/12/2011</u>
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
RESULTAT NET CONSOLIDE		-4 993	66
Dotation aux amortissements	6.14	3 532	723
Dotation aux provisions		223	-405
Impôts différés	6.5	-96	40
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT		-1 333	424
Variation du besoin en fonds de roulement	6.14	118	-926
Flux net de trésorerie généré par l'activité		-1 215	-502
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corp.	6.1 / 6.2	-640	-1 187
Acquisitions d'immobilisations financières		-7	-1
Cessions d'immobilisations	6.3	42	
Incidence des variations de périmètre			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-605	-1 188
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Souscription d'emprunts	6.9	1 136	1 620
Remboursement d'emprunts	6.9	-824	-542
Variation des capitaux propres			
Actions gratuites			
Actions propres			
Avances conditionnées			
Dépôts et cautionnements reçus	6.9	14	-1
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		326	1 077
Variation nette de la trésorerie		-1 495	-613
Incidence des variations de cours de devises		-58	-204
Trésorerie nette en début d'exercice		3 545	4 362
Trésorerie nette à la fin de l'exercice		1 992	3 545

Notes annexes aux états financiers consolidés

pour l'exercice clos le 31 décembre 2012

NOTE 1. INFORMATIONS GENERALES	8
NOTE 2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE.....	9
NOTE 3. REGLES ET METHODES COMPTABLES	10
3.1. REFERENTIEL COMPTABLE	10
3.2. PARTICIPATION DANS LES CO-ENTREPRISES	11
3.3. PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	11
NOTE 4. BASES DE PREPARATION, D'EVALUATION, JUGEMENT ET UTILISATION D'ESTIMATIONS	11
4.1. BASE D'EVALUATION	11
4.2. ESTIMATIONS ET HYPOTHESES	12
4.3. PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION	12
4.4. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES ET ACQUISITIONS D'ACTIFS (IFRS3 ET IAS27).....	13
4.5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	15
4.6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15
4.7. ACTIFS FINANCIERS (IAS 39).....	17
4.8. BIENS FINANCES PAR CONTRATS DE LOCATION (IAS 17).....	17
4.9. PASSIF FINANCIERS (IAS 39).....	18
4.10. INSTRUMENTS DERIVES.....	18
4.11. CREANCES.....	18
4.12. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE :	19
4.13. TITRES TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE AUTO DETENUS	19
4.14. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS.....	19
4.15. AVANTAGES DU PERSONNEL	20
4.16. PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS.....	20
4.17. IMPOTS	21
4.18. RECONNAISSANCE DES PRODUITS	22
4.19. COUT DES EMPRUNTS OU DES DETTES PORTANT INTERETS.	22
4.20. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	22
4.21. INFORMATION SECTORIELLE (IFRS 8).....	23
4.22. RESULTAT PAR ACTION.....	23
4.23. METHODE DE CONVERSION.....	24

NOTE 5. PERIMETRE DE CONSOLIDATION	25
5.1. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES.....	25
5.2. VARIATION DE PERIMETRE	25
NOTE 6. NOTES RELATIVES AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT	26
6.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	26
6.1.1. ECARTS D'ACQUISITION	26
6.1.2. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	26
6.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	27
6.3. IMMOBILISATIONS FINANCIERES:.....	28
6.4. CREANCES :.....	28
6.5. IMPOTS DIFFERES :	29
6.6. CAPITAUX PROPRES :	29
6.6.1. CAPITAL.....	29
6.6.2. RESERVES:	29
6.6.3. DIVIDENDES:.....	30
6.6.4. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS :	30
6.7. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES:.....	30
6.8. DETTES FINANCIERES :	31
6.9. REVENUS D'ACTIVITE :	32
6.10. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS:.....	32
6.11. FRAIS DE PERSONNEL :	33
6.12. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER (BRUT):	33
6.13. IMPOTS SUR LES BENEFICES ET DIFFERES:.....	33
6.14. NOTE ANNEXE AU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE NETTE CONSOLIDE DU GROUPE TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE :	34
6.14.1.CALCUL DE LA TRESORERIE (EN K€).....	34
6.14.2.DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	35
6.14.3.FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	35
6.15. RESULTAT PAR ACTION :	36
6.16. EFFECTIFS MOYENS :.....	36
6.17. INFORMATIONS SECTORIELLES :	37
6.18. ENGAGEMENTS HORS BILANS :	39
6.19. PARTIES LIEES	39
6.19.1.REMUNERATION DES DIRIGEANTS.....	39
6.19.2.HONORAIRES PERÇUS PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	40
6.20. ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	40

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES

Note 1. Informations générales

TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE est un éditeur et opérateur, en mode SAS, de solutions logicielles à destination du secteur du transport. TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE commercialise des solutions technologiques de gestion d'inventaire et de réservation à destination des compagnies aériennes régionales.

TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE est le partenaire mondial d'AMADEUS sur ce segment de compagnies aériennes. Depuis août 2006, TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE dispose de la reconnaissance mondiale de l'organisme de régulation IATA pour sa compatibilité avec la norme du «billet électronique IATA».

TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE dispose de clients basés aujourd'hui en Europe, aux Amériques, en Afrique, en Asie et dans le Pacifique.

La société est une société anonyme de droit français à Conseil d'administration, dont le siège social est 11, rue du Colisée à Paris. La société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 480 040 880 RCS Paris et était cotée sur le marché libre NYSE ALTERNEX à PARIS depuis le 18 avril 2011.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2012 reflètent la situation comptable de TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE et de ses filiales.

Les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2012 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 12 avril 2013 qui a par ailleurs à cette occasion autorisé leur publication. Ils ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires du 24 juin 2013.

Note 2. Faits caractéristiques de l'exercice

Le Groupe TTI s'est lancé, au premier semestre 2012, dans une démarche d'optimisation de son organisation pour la rendre plus opérationnelle et plus adaptée aux besoins des clients du Groupe.

Sur décision en date du 28 juin 2012, Travel Technology Interactive a fait un apport partiel d'actif à sa nouvelle filiale Travel Technology Interactive France. Celui ci a pour objectif de transférer l'exploitation de son activité de développement d'application informatique (réalisation de logiciel, hébergement, infogérance, gestion et maintenance).

Compte tenu du lancement de la commercialisation de sa nouvelle plateforme informatique Zenith ®, le plan d'amortissement des programmes informatiques actuel a dû être accéléré.

Il en résulte la comptabilisation d'un amortissement exceptionnel pour un montant de 3 162 k€.

La société a obtenu de OSEO un prêt de 940 K€ pour accompagner le développement de ses nouveaux projets. Ce contrat de prêt à taux zéro pour l'innovation est remboursable trimestriellement à compter du 31 décembre 2014 jusqu'au 30 septembre 2018.

Note 3. Règles et méthodes comptables

3.1. Référentiel comptable

Le Groupe Travel Technology Interactive applique les normes comptables internationales constituées des IFRS, des IAS et de leurs interprétations adoptées dans l'Union européenne et qui sont applicables pour l'exercice ouvert le 1er janvier 2012. Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission).

Par rapport aux états financiers consolidés présentés au 31 décembre 2011, l'application de l'amendement IFRS 7 : « Informations à fournir sur les transferts d'actifs financiers » n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés du Groupe.

Les impacts éventuels des normes IFRS 10, IFRS 11, IFRS 12, IAS 27R et 28R sur la consolidation et applicables à compter du 1er janvier 2013 sont en cours d'évaluation. Les normes IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Accords conjoints » et IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités » s'appliqueront à compter du 1er janvier 2014, de façon rétrospective au 1er janvier 2013.

Le Groupe n'anticipe pas de modification de son périmètre au regard de la nouvelle définition de contrôle figurant dans la norme IFRS 10.

L'analyse de l'impact de la norme IFRS 11 ne devrait pas avoir d'effet significatif sur les méthodes comptables appliquées et la présentation des états financiers consolidés du Groupe. Les sociétés sous contrôle conjoint au 31 décembre 2012 qui répondent à la définition de « coentreprise », selon IFRS 11, ne seront plus consolidées selon l'intégration proportionnelle, au 1er janvier 2014, mais selon la méthode de la mise en équivalence.

La norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » définit la notion de « juste valeur » d'un actif ou d'un passif pour l'ensemble des normes IFRS et présente les règles

applicables à sa détermination. Il s'agit d'une norme d'évaluation, sans impact sur les méthodes comptables appliquées par le Groupe.

L'analyse de l'incidence de la norme est en cours. Cette norme est applicable à compter des exercices ouverts au 1er janvier 2013 de manière prospective.

3.2. Participation dans les co-entreprises

La participation du Groupe dans une co-entreprise est comptabilisée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Une co-entreprise est un accord contractuel en vertu duquel deux parties ou plus conviennent d'exercer une activité économique sous contrôle conjoint.

3.3. Participation dans les entreprises associées

La participation dans une entreprise associée est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Une entreprise associée est une entité dans laquelle le Groupe a une influence significative et qui n'est ni une filiale ni une co-entreprise du Groupe.

Une participation dans une entreprise associée est comptabilisée au bilan à son coût, augmenté ou diminué des changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise détenue et de toute perte de valeur. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise associée.

Note 4. Bases de préparation, d'évaluation, jugement et utilisation d'estimations

4.1. Base d'évaluation

Les comptes consolidés ont été établis selon la convention du coût historique à l'exception des immeubles de placement, des instruments financiers et des titres destinés à la vente qui sont évalués à leur juste valeur.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'Euros.

4.2. Estimations et hypothèses

Pour préparer les informations financières conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction du groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et, d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice .

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugées raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Des changements de faits et circonstances économiques et financières peuvent amener le groupe à revoir ses estimations.

Les principaux éléments qui requièrent des estimations établies à la date de clôture sur la base d'hypothèses d'évolution future et pour lesquels il existe un risque significatif de modification matérielle de leur valeur telle qu'enregistrée au bilan à la date de clôture concernent :

- la valorisation des écarts d'acquisition,
- l'évaluation des provisions pour litiges,
- les impôts différés.

4.3. Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés comprennent les états financiers de Travel Technology Interactive SA et de ses filiales au 31 décembre. Cet ensemble forme le Groupe Travel Technology Interactive.

Toutes les transactions significatives réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes sont éliminés.

Les comptes consolidés regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle majoritaire, contrôle conjoint ou influence notable.

Les filiales sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif ou majoritaire sont consolidées par intégration globale. Les filiales non significatives par rapport à l'ensemble consolidé ne sont pas intégrées dans le périmètre de consolidation.

La liste des sociétés consolidées figure au paragraphe 5.1. Le nombre de sociétés consolidées s'élève à 5 au 31 décembre 2012.

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leur exercice social à une date identique à celle des comptes consolidés soit le 31 décembre.

4.4. Regroupement d'entreprises et acquisitions d'actifs (IFRS3 et IAS27)

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, les actifs identifiables et les passifs repris de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition et peuvent être ajustés au cours des 12 mois suivant cette date.

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur des actifs identifiables et des passifs repris de l'entité acquise (actif net réévalué).

Dans le cas d'une acquisition donnant le contrôle avec existence d'intérêts minoritaires (acquisition inférieure à 100 %), le Groupe choisit soit de reconnaître un écart d'acquisition sur la totalité de l'actif net réévalué, y compris sur la quote-part revenant aux intérêts minoritaires (méthode de l'écart d'acquisition complet), soit de ne reconnaître un écart d'acquisition que sur la quote-part effectivement acquise de l'actif net réévalué (méthode de l'écart d'acquisition partiel).

Toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction portant sur des capitaux propres et doit être comptabilisée selon IAS 27 amendée directement en capitaux propres.

Les transactions intervenant sous contrôle commun, c'est à dire les transactions par lesquelles plusieurs activités sont regroupées et la totalité des parties prenantes au regroupement est contrôlée in fine par une même partie ou par plusieurs parties, sont exclues du champ d'application de IFRS 3 révisée.

Lorsque le coût du regroupement d'entreprises est inférieur à la juste valeur des actifs et passifs, l'écart est immédiatement reconnu en compte de résultat.

Les coûts annexes directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés en autres charges opérationnelles pour les périodes au cours desquelles les coûts sont engagés, à l'exception des coûts d'émission des titres d'emprunt ou de capitaux propres qui doivent être comptabilisés selon les normes IAS 32 et IAS 39.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Les Goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie font l'objet d'un test de perte de valeur, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 "Dépréciation des actifs", au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur.

Les autres actifs immobilisés sont également soumis à un test de perte de valeur chaque fois que les événements, ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables.

Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou groupe d'actifs) et de sa sortie in fine.

Dans ce cadre, les immobilisations sont regroupées par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Une UGT est un ensemble homogène d'actifs (ou groupe d'actifs) dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La juste valeur diminuée des coûts de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou groupe d'actifs), dans des conditions de concurrence normale, diminué des coûts directement liés à la cession.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence une perte de valeur, celle-ci est comptabilisée afin que la valeur nette comptable de ces actifs n'excède pas leur valeur recouvrable.

4.5. Immobilisations incorporelles

Les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété ainsi que les logiciels et solutions développés en interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement sur une durée allant de 3 à 5 ans.

Les coûts capitalisés des logiciels et solutions développés en interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels.

4.6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles correspondent principalement aux installations générales, matériels, outillages, agencements, terrains et autres. Ce poste comprend également l'ensemble des actifs corporels nécessaires à l'exploitation de ces plateformes commerciales.

Conformément à la norme IAS 16, elles sont évaluées au coût d'acquisition et amorties sur leur durée d'utilité estimée à l'acquisition et revue chaque année. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'une composante d'immobilisation corporelles sont comptabilisées comme un actif distinct et, l'actif remplacé est éliminé.

Les coûts d'entretien et de réparations sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les autres dépenses ultérieures relatives à une immobilisation corporelle sont comptabilisées à l'actif lorsqu'elles augmentent les avantages économiques futurs de l'actif au-dessus de son niveau de performance défini à l'origine.

La durée d'amortissement des différentes catégories d'immobilisations est fondée sur leurs durées d'utilité estimées, dont les principales sont les suivantes :

Rubriques de l'actif	Durée
Installations techniques, matériels et outillages	2 à 7 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans
Plateformes commerciales	3 à 5 ans
Mobilier & Matériel de bureau et informatique	2 à 7 ans
Agencements et installations	8 à 10 ans

Les valeurs résiduelles, si elles existent, sont revues chaque année.

La valeur nette comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

4.7. Actifs financiers (IAS 39)

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance.

Les actifs disponibles à la vente qui comprennent notamment des participations dans des sociétés, sont évalués à la juste valeur en contrepartie des capitaux propres. Si la baisse de juste valeur est considéré comme prolongée ou importante, il s'agit d'une dépréciation enregistrée par le compte de résultat. La reprise sur provision est comptabilisée par capitaux propres.

Les actifs détenus à des fins de transactions (placement de trésorerie) sont évalués en juste valeur par résultat.

Les placements de trésorerie sont enregistrés par le résultat.

4.8. Biens financés par contrats de location (IAS 17)

Il s'agit des biens financés par un contrat de location-financement pour lesquels le groupe supporte la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens.

La qualification d'un contrat s'apprécie en application de la norme IAS 17.

La valeur des biens ainsi financés figure à l'actif du bilan consolidé. Les dettes correspondantes sont inscrites en dettes financières au passif du bilan consolidé.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement du solde de la dette.

La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir le taux d'intérêt effectif.

L'activation de contrats de location-financement conduit à la constatation d'impôts différés le cas échéant.

Les contrats de location qui ne confèrent pas au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en location simple. Les paiements effectués au titre des contrats sont comptabilisés en charges opérationnelles courantes de façon linéaire sur la durée des contrats.

Les plus-values générées par les cessions réalisées dans le cadre d'opération de cessions bail sont constatées intégralement en résultat au moment de la cession lorsque le bail est qualifié de location simple et dans la mesure où l'opération a été effectuée à la juste valeur.

4.9. Passif financiers (IAS 39)

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires. Tous les emprunts ou dettes portant intérêts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

4.10. Instruments dérivés

Pour ses instruments dérivés, la société a décidé de ne pas opter pour la comptabilité de couverture et par conséquent enregistre leur variation de juste valeur par le résultat.

Les emprunts sont classés en passifs non courants pour la fraction à plus d'un an. La fraction à moins d'un an des emprunts et des dettes financières est présentée en passif courant.

4.11. Créances

Les créances clients entrent dans la catégorie des actifs financiers émis par l'entreprise selon IAS 39. Elles sont évaluées à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale. Compte tenu des échéances de paiement généralement à moins de trois mois, la juste valeur des créances est assimilée à la valeur nominale.

Les créances sont ensuite comptabilisées au coût amorti et peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable.

4.12. Trésorerie et équivalents de trésorerie :

La trésorerie et équivalents comprend les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de 3 mois à compter de la date d'acquisition et dont les sous-jacents ne présentent pas de risques de fluctuations significatifs.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture. Les gains et pertes latents sont comptabilisés en résultat s'ils sont significatifs.

Les découverts bancaires remboursables à vue, qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe, constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau de flux de trésorerie.

4.13. Titres Travel Technology Interactive auto détenus

A compter du 1er avril 2004, date de première application de IAS 32, les titres d'auto-contrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession sont imputés dans les capitaux propres et ne sont pas inclus dans le résultat de l'exercice.

4.14. Paiements fondés sur des actions

Des plans de souscription d'actions sont attribués par le Groupe et dénoués en actions. Conformément à la norme IFRS2 – paiements fondés sur des actions, la juste valeur de ces plans, correspondant à la juste valeur des services rendus par les détenteurs d'options, est évaluée de façon définitive à la date d'attribution.

Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur des options ainsi déterminée est amortie proportionnellement à l'acquisition des droits. Cette charge est inscrite en charge de personnel par contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Lors de l'exercice de l'option, le prix d'exercice reçu est enregistré en trésorerie par contrepartie des capitaux propres.

4.15. Avantages du personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19. Les obligations du Groupe en matière de pension, complément de retraite et indemnités de départ à la retraite, sont celles qui sont imposées par les textes légaux applicables dans les pays dans lesquels le Groupe est installé. La couverture des obligations en matière de pension et complément de retraite est complètement assurée par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure ; l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Il s'agit notamment des régimes de retraites publics français.

Les indemnités de départ à la retraite sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Ces indemnités relèvent du régime des prestations définies. De ce fait, la méthode utilisée pour évaluer le montant de l'engagement du Groupe au regard des indemnités de fin de carrière est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées.

Elle représente la valeur actuelle probable des droits acquis, évaluée en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de départ et de survie.

Compte tenu de l'ancienneté des salariés et de la structure, il n'a pas été constaté de passif lié aux indemnités de départ à la retraite.

4.16. Provisions et passifs éventuels

Conformément à la norme IAS 37, une provision est constituée dès lors qu'une obligation à l'égard d'un tiers provoquera de manière certaine ou probable une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente. La provision est maintenue tant que l'échéance et le montant de la sortie ne sont pas fixés avec précision. Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

En matière de litiges salariaux, les provisions correspondent à la valeur estimée de la charge probable que les entreprises concernées auront à décaisser pour des litiges faisant l'objet de procédures judiciaires. En matière de litiges commerciaux, les provisions correspondent aux coûts estimés de ces litiges pour lesquels les sociétés concernées ne peuvent pas espérer la moindre contrepartie.

Les provisions pour risques entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité et la part à moins d'un des autres provisions pour risques sont classées en passif courant. Les provisions ne répondant pas à ces critères sont classées en tant que passifs non courants.

4.17. Impôts

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés en capitaux propres.

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur base comptable dans les états financiers consolidés. Aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt.

Les actifs d'impôts différés sont réappréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date de chaque clôture et dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé pour chaque réglementation fiscale. Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporelles, est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale et un même taux.

4.18. Reconnaissance des produits

En application de l'IAS 18, le chiffre d'affaires du Groupe correspond au montant des prestations de service liées aux activités ordinaires des sociétés consolidées.

4.19. Coût des emprunts ou des dettes portant intérêts.

Conformément à la norme IAS 39, le taux d'intérêt a été recalculé en utilisant le taux d'intérêt effectif.

Selon la norme IAS 23, le traitement comptable de référence des frais financiers est la comptabilisation en charges. Le Groupe TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE applique cette méthode de référence.

4.20. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau est présenté selon la méthode indirecte conformément à la norme IAS 7. La charge d'impôt est présentée globalement dans les flux opérationnels.

Les intérêts financiers versés sont portés en flux de financement. Les intérêts perçus figurent dans le flux d'investissement.

Les dividendes versés sont classés en flux de financement.

4.21. Information sectorielle (IFRS 8)

La norme IAS 14 impose la présentation d'une information sectorielle selon deux niveaux dits primaires et secondaires. Le niveau secondaire doit être présenté dès lors qu'il représente plus de 10% du résultat, du chiffre d'affaires ou du total du bilan. Les secteurs sont identifiés à partir d'une analyse des risques et de la rentabilité pour constituer des secteurs homogènes.

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits et de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le Groupe opère. Il constitue le niveau d'information sectoriel.

Dans le cadre du Groupe TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE, les zones géographiques représentent ses niveaux d'information sectoriels.

En l'occurrence, les quatre zones géographiques où sont implantées les entités du Groupe TRAVEL TECHNOLOGY INTERACTIVE sont les suivantes : France/Europe-Afrique-Moyen Orient, Brésil, Guadeloupe/Caraïbes-Amériques, Singapour/Asie-Pacifique.

4.22. Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à des fins d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par une de ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existantes à la date de clôture.

4.23. Méthode de conversion

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante :

les bilans des sociétés étrangères sont convertis en euros au taux de change à la date de clôture ;

les comptes de résultat et les flux de trésorerie de ces mêmes sociétés sont convertis au taux de change moyen de la période ;

les écarts résultant de la conversion des états financiers des sociétés étrangères sont portés en capitaux propres sur la ligne « Différences de conversion » ;

les écarts de conversion figurant dans les résultats des sociétés sont maintenus dans le résultat consolidé.

	Taux clôture	Taux moyen	Taux ouverture
Real brésilien	2,7264	2,5097	2,4159
Dollar US	1,3119	1,2856	1,2939

Note 5. Périmètre de consolidation

5.1. Liste des sociétés consolidées

Toutes les sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale

Sociétés	% contrôle		% Intérêt	
	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2011
Travel Technology Interactive SA	top		top	
Travel Technology Interactive France SAS	100,0%		100,0%	
Travel Technology Interactive Caraïbes	99,9%	99,9%	99,9%	99,9%
Travel Technology Interactive Do Brasil	99,9%	99,9%	99,9%	99,9%
Travel Technology Interactive Asia	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

5.2. Variation de périmètre

La restructuration intervenue au cours de la période (création de la société Travel Technology Interactive France) n'a pas d'impact sur le périmètre historique du Groupe.

Note 6. Notes relatives au bilan et au compte de résultat

6.1. Immobilisations incorporelles

6.1.1. Ecart d'acquisition

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Valeur nette au 1er janvier	8 852	8 852	7 325
Acquisitions de l'exercice	0	0	1 527
Cessions de l'exercice	0	0	0
Dépréciation	0	0	0
Valeur nette au 31 décembre	8 852	8 852	8 852

Les écarts d'acquisition se répartissent comme suit :

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
TTI	1 658	1 658	1 658
TTI Do Brasil	7 008	7 008	7 008
TTI Caraïbes	186	186	186
Total	8 852	8 852	8 852

6.1.2. Autres immobilisations incorporelles :

Valeurs nettes En milliers d'euros	Frais de développement	Fonds commercial	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Solde au 31 décembre 2010	60	8 852	1 424	10 337
Acquisitions	41		703	744
Cessions/ Transfert				-
Reclassement			- 529	- 529
Dotation aux amortissements	- 30			- 30
Solde au 31 décembre 2011	71	8 852	1 598	10 522
Acquisitions	98		401	499
Cessions/ Transfert				-
Reclassement			- 163	- 163
Dotation aux amortissements	- 33		- 1 371	- 1 404
Solde au 31 décembre 2012	137	8 852	465	9 454

6.2. Immobilisations corporelles :

En milliers d'euros	Autres immobilisations corporelles
Valeur nette au 31 décembre 2010	2 186
Acquisitions	440
Cessions / mise rebut	
Reclassement	529
Amortissements	- 692
Valeur nette au 31 décembre 2011	2 463
Acquisitions	139
Cessions / mise rebut	
Reclassement	163
Amortissements	- 2 128
Valeur nette au 31 décembre 2012	636

En milliers d'euros

Valeurs brutes au 31/12/2012	Brésil	Guadeloupe/ Caraïbes	Asie	France	Total
Frais d'établissement					-
Frais de développement	160			285	445
Fonds commercial / Goodwill	7 371	186		1 295	8 852
Autres immobilisations incorporelles	357	120		247	724
Autres immobilisations corporelles	1 054	2 990	1	1 158	5 203
Immobilisations financières				102	102
Total	8 942	3 296		3 087	15 326
Rappel 2011	8 417	3 296		3 728	15 441
Variation	525	-		- 641	- 115

6.3. Immobilisations financières:

En milliers d'euros	Titres de participation non consolidés	Créances / participations	Dépôts et cautionnements	Autres titres immob.	Total
Valeur nette au 31/12/2010	-	-	135	-	135
Provision					-
Variations de périmètre					-
Augmentation			3		3
Diminution					-
Valeur nette au 31/12/2011	-	-	138	-	138
Provision					-
Variations de périmètre					-
Augmentation			7		7
Diminution			42		- 42
Valeur nette au 31/12/2012	-	-	103	-	103

6.4. Créances :

En milliers d'euros	Valeur brute au 31/12/2012	Provisions au 31/12/2012	Variation de périmètre	Valeur nette au 31/12/2012	Valeur nette au 31/12/2011
Clients et comptes rattachés	2 593	460		2 133	1 494
Créances sociales et fiscales	370			370	404
Autres créances	827			827	1 649
Charges constatées d'avance	3			3	77
Total des autres Créances d'exploitation	1 200	-	-	1 200	2 130
Créances d'exploitation	3 793	460	-	3 333	3 624

6.5. Impôts différés :

➤ Solde net des impôts différés :

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2010
Solde net d'impôt différé	79	- 17	23

dont variation de périmètre

Impact résultat 96 - 40 - 35

➤ Décomposition des mouvements relatifs aux actifs d'impôts différés :

En milliers d'euros	31 décembre 2011	Variation de périmètre	Mouvement net		31 décembre 2012
			débit	crédit	
Dérogatoire	-24				-24
Diff temporaire	10				10
Ecart de change	-6		6		0
Retraite	0				0
Cession interne	-54		152	62	36
Déficit reportable activé	56				56
Impôt différé (actif non courant)	-17	0	158	62	79
			96		

6.6. Capitaux propres :

6.6.1. Capital

En milliers	31/12/2011	Augmentation	Diminution	31/12/2012
Nb d'actions	4 220 298			4 220 298
Valeur nominale	0,93			0,93
Capital social	3 924 878	-	-	3 924 878

6.6.2. Réserves:

Au 31 décembre 2012, les réserves sont constituées de la réserve légale, de réserves règlementées, des résultats des exercices antérieurs.

6.6.3. Dividendes:

Aucune distribution de dividende n'est intervenue au cours de l'exercice.

6.6.4. Paiements fondés sur des actions :

Conformément à « IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions », les options ont été évaluées à leur date d'octroi. Cette valeur est enregistrée en charge de personnel au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les bénéficiaires. Sur l'exercice, la société n'a pas comptabilisé de couts liés à ces dits plans.

6.7. Provisions courantes et non courantes:

En milliers d'euros	Provisions courantes	Provisions non courantes	Provisions totales
Provisions au 31 décembre 2010	1 615	-	1 615
Entrée de périmètre			-
Dotations	482		482
Provisions utilisées	- 888		- 888
Provisions non utilisées			-
Provisions au 31 décembre 2011	1 209	-	1 209
Entrée de périmètre			-
Dotations	370		370
Provisions utilisées	- 147		- 147
Provisions non utilisées			-
Provisions au 31 décembre 2012	1 432	-	1 432

Provision pour risques 1 046

Provision pour litige 386

6.8. Dettes financières :

En milliers d'euros	Échéances				Dettes : partie à plus d'un an	Endettement au 31/12/2011
	Total	Mois d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans		
Avances conditionnés		-			-	
Dettes financières à long terme	2 521	668	1 647	206	1 853	2 209
Dettes financières à long terme	2 521	668	1 647	206	1 853	2 209
Dettes diverses (Dépôts reçus)	77	77			-	63
Dettes	2 598	745	1 647	206	1 853	2 272
Emprunts et dettes financières	2 598	745	1 647	206	1 853	2 272
(*) Dont crédit bail						

Tableau de variation des dettes financières :

	Capital restant dû	Emission d'emprunts 2012	Autres variations	Rembts emprunts	Capital restant dû au 31/12/2012
	01/01/2012				
Emprunts auprès des ets de crédit	2 209	1 136		824	2 521
Avances conditionnées					
Dettes diverses (Dépôts reçus)	63	14			77
Découverts bancaires					
Total	2 272	1 150		824	2 598

Tableau de variations des emprunts :

En milliers d'euros	Emprunts à taux fixe	Emprunts à taux variable	Total 2012	Rappel 2011
Emprunts bancaires	2 521		2 521	2 209
Total	2 521		2 521	2 209

6.9. Revenus d'activité :

L'évolution des revenus de l'activité (en K€) par zone géographique est donnée ci-après:

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011	Variation
France	1 421	2 678	-1 257
Guadeloupe / Caraïbes	708	861	-153
Brésil	6 247	7 283	-1 036
Singapour / Asie-Pacifique	210	156	54
Total Revenus d'activité	8 587	10 978	-2 392

6.10. Autres produits et charges opérationnels:

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Produits de cession d'immobilisations corp et incorp VNC des immobilisations corp et incorp Reprise de provisions sur éléments d'actifs cédés	-	-
Plus-value de cession	-	-
Autres produits opérationnels	214	114
Autres charges opérationnelles	3 597	162
Société dont activité arrêtée		
Autres produits et charges opérationnels	- 3 383	- 48
Total	- 3 383	- 48

Les autres charges opérationnelles se décomposent de la manière suivante:

	31/12/2012	31/12/2011
Dotation exceptionnelle net de reprise	3 321	60
Perte sur créances irrécouvrable	45	-
Frais de restructuration et licenciement	158	
Autres	73	102

Les dotations exceptionnelles comptabilisées au 31 décembre 2012 concernent , pour un montant de 3 162 K€, à la dépréciation des en cours réalisés depuis 2011 et dont le développement a été arrêté.

Les autres charges opérationnels intègrent pour 112 K€ des indemnités de licenciement payés au cours de l'exercice.

6.11. Frais de personnel :

Les frais de personnel se décomposent ainsi :

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Salaires	3 881	4 955
Charges sociales	1 412	1 764
Total	5 293	6 719
Tx de charges soc.	36%	36%

(*) le montant de la charge de participation et les produits de subventions sont inclus dans les autres produits et charges opérationnelles.

6.12. Coût de l'endettement financier (brut):

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Intérêts et charges assimilées	72	169
(brut)	72	169

6.13. Impôts sur les bénéfices et différés:

➤ Décomposition de la charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Impôts exigibles	818	716
Impôts différés	-96	40
Charges d'impôts globale	722	756
Résultat net de l'ensemble	-4 994	66
Taux d'impôts effectif moyen	-16,90%	91,97%

Le taux d'impôt effectif moyen s'obtient de la manière suivante:
(impôts courants et différés) / (résultat net avant impôts)

➤ Rationalisation de la charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Résultat net après impôts	- 4 993	66
Charges (produits) d'impôts des activités poursuivies	723	756
Résultat taxable	- 4 270	822
Taux d'impôts courant en France	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	- 1 423	274
Différences permanentes	528	- 95
Résultat non fiscalisé	1 282	869
Différence de taux	742	347
Crédit d'impôts	- 406	- 640
Charges (produits) d'impôt comptabilisé	723	756

Le calcul de l'impôt de la période est le résultat du taux effectif annuel d'impôt connu à la date de clôture de l'année appliqué au résultat de la période comptable avant impôt.

6.14. Note annexe au Tableau de Flux de Trésorerie nette consolidé du Groupe Travel Technology Interactive :

6.14.1. Calcul de la trésorerie (en K€)

	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Disponibilités	814	827	-13
Valeurs mobilières de placement	1 177	2 717	-1 540
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 991	3 544	-1 553
Découvert bancaire	1		
Trésorerie nette	1 990	3 544	-1 554

6.14.2. Dotations nettes aux amortissements et provisions

(en milliers d'Euros)	Dotations nettes 31/12/2012	Dotations nettes 31/12/2011
Dotations nettes aux amortissements	- 370	- 723
Dotations exceptionnelles	- 3 161	- 60
Dotations aux provisions	- 371	- 652
Reprises de provisions	147	888
Total	- 3 755	- 547

6.14.3. Flux de trésorerie provenant de l'exploitation

	31/12/2012	31/12/2011	Variation
Créances d'exploitation nettes	2 133	1 494	
Autres	1 201	2 130	
Actifs courants liés à l'exploitation	3 334	3 624	-290
Fournisseurs	508	777	
Dettes fiscales et sociales	1 088	1 266	
Autres	346	73	
Passifs courants liés à l'exploitation	1 942	2 116	-174
Besoin en fonds de roulement			-116

6.15. Résultat par action :

Résultat de base	31/12/2012	31/12/2011
Résultat net revenant aux actionnaires de la société (en K€)	-4 993	66
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	4 220 296	4 220 296
Actions auto détenues		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation après neutralisation des actions auto-détenues	4 220 296	4 220 296
Résultat net par action (euro)	-1,18	0,02

Résultat dilué par action (euro)	-1,18	0,02
---	--------------	-------------

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

6.16. Effectifs moyens :

	31/12/2012	31/12/2011
Non cadre	22	29
Cadre	31	45
Effectif France	53	74
Effectif filiales étrangères	115	105
Total effectif Groupe	168	179

Les effectifs présentés ci-dessus correspondent aux effectifs moyens employés sur l'exercice.

6.17. Informations sectorielles :

➤ Répartition par zone géographique au 31 décembre 2012 :

Compte de résultat	France	Guadeloupe / Caraïbes	Singapour / Asie- Pacifique	Bresil	Cumul
Chiffres d'affaires Nets	1 421	708	210	6 247	8 587
Résultat opérationnel courant	-2 500	235	-75	1 451	-889
Autres produits et charges opérationnels	-1 187	-1 832	23	-388	-3 384
Résultat net	-3 332	-1 630	-51	19	-4 994

Bilan	France	Guadeloupe / Caraïbes	Singapour / Asie- Pacifique	Bresil	Cumul
-------	--------	--------------------------	-----------------------------------	--------	-------

Actif non courant	2 167	361	0	7 745	10 273
Actif courant	3 980	859	74	412	5 324
Total des actifs consolidés	6 147	1 219	74	8 157	15 597
Passif non courant	1 930	0	0	0	1 930
Passif courant	2 967	607	9	462	4 045
Total des passifs consolidés	6 147	1 219	74	8 157	15 597

Effectifs	52	1	3	112	168
-----------	----	---	---	-----	-----

➤ Répartition par zone géographique au 31 décembre 2011 :

Compte de résultat	France	Guadeloupe / Caraïbes	Singapour / Asie- Pacifique	Bresil	Cumul
Chiffres d'affaires Nets	2 678	861	156	7 283	10 978
Résultat opérationnel courant	-2 712	319	-35	3 120	692
Autres produits et charges opérationnels	10	-61	-2	6	-47
Résultat net	-2 148	330	-38	1 922	66

Bilan	France	Guadeloupe / Caraïbes	Singapour / Asie- Pacifique	Bresil	Cumul
-------	--------	--------------------------	-----------------------------------	--------	-------

Actif non courant	2 945	1 298	1	7 962	12 206
Actif courant	5 581	443	70	1 991	8 085
Total des actifs consolidés	8 526	1 741	71	9 953	20 291
Passif non courant	1 441	5	0	0	1 446
Passif courant	3 342	100	0	726	4 168
Total des passifs consolidés	8 526	1 741	71	9 953	20 291

6.18. Engagements hors bilans :

(en milliers d'euros)	31/12/12	31/12/11
Engagements donnés		
Engagement vis-à-vis de la banque HSBC (nantissement)	1 000	1 000
Engagement vis-à-vis de la banque Palatine de conservation du compte titres de placement d'un montant équivalent aux prêts à rembourser	80	160
Total	1 080	1 160

Engagements reçus

Néant

6.19. Parties liées

6.19.1. Rémunération des dirigeants.

Les mandataires sociaux de la Société ont perçu 191 K€ (salaires bruts cumulés et prestations de services) au cours de la période.

6.19.2. Honoraires perçus par les Commissaires aux comptes

	2012	2011
<i>En milliers d'Euros</i>		
Commissariat aux comptes (comptes annuels et consolidés)	34	27
Missions accessoires		
Sous-total	34	27
Autres prestations le cas échéant		
Sous-total	0	0
TOTAL	34	27

6.20. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Le Groupe a poursuivi en 2013 son plan de réduction de ses charges opérationnelles de façon ciblée, tout en maintenant ses efforts commerciaux avec l'embauche de nouveaux commerciaux dans les zones EMEA et APAC, notamment afin de promouvoir sa nouvelle plateforme Zenith ® ainsi que sa solution Nexlog